

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

PAUL MEURIOT

## **Le baccalauréat. Son évolution historique et statistique des origines (1808) à nos jours**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 60 (1919), p. 8-35

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1919\\_\\_60\\_\\_8\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1919__60__8_0)

© Société de statistique de Paris, 1919, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

### III

## LE BACCALAURÉAT

### SON ÉVOLUTION HISTORIQUE ET STATISTIQUE DES ORIGINES (1808) A NOS JOURS

C'est une question déjà vieille que celle du baccalauréat et cependant toujours nouvelle (1). Comment en serait-il autrement ? Dans un temps où la vie sociale évolue si rapidement, comment ne chercherait-on pas, de perpétuelle façon, à concilier avec elle l'épreuve qui, pour le jeune homme, marque l'entrée dans la société. La question du baccalauréat est toujours ouverte, toujours vivante et si nous nous étonnons des controverses qu'elle suscite de nos jours, c'est surtout parce que nous ignorons celles du passé. Quand nous les connaissons, nous serons à coup sûr plus indulgents sur nos propres incertitudes, cause de tant d'essais, de changements souvent reprochés à l'Université.

C'est donc l'évolution du baccalauréat que nous avons en vue dans cette étude, mais bien entendu, comme il convient ici, l'évolution statistique. Toutefois pour expliquer nos données, il nous faudra nécessairement dire un mot de la législation du baccalauréat et nous le suivrons ainsi des origines jusqu'à nos jours. Évidemment, nous entendons les origines de l'examen actuel, tel que l'a créé le décret constitutif de l'Université en 1808. Car l'ancien régime a connu avant la lettre le baccalauréat qu'on appelait alors la maîtrise ès arts, comme on nommait Faculté des Arts, la réunion de nos facultés des lettres et des sciences. Du reste l'arrêté du 12 mai 1809 dit expressément que le grade de maître ès arts (2) correspond à celui de bachelier ès sciences et ès lettres. En reconnaissant l'identité des deux titres, on rassurait sans doute les détenteurs du titre de maître ès arts et l'on marquait, sous un vocable différent, la continuité du grade.

Il nous faut distinguer, dès le début, le baccalauréat ès lettres du baccalauréat ès sciences dont l'histoire ne deviendra commune qu'à l'époque toute

(1) Je remercie respectueusement M. Coville, directeur de l'Enseignement supérieur, de la bienveillance avec laquelle il m'a permis de consulter les archives du ministère de l'Instruction publique, ce qui était indispensable à mon travail.

(2) On sait que les Universités anglaises ont gardé le titre de maître ès arts (M. A.); mais il correspond plutôt aujourd'hui à notre licence.

contemporaine avec les réformes de 1890 et de 1902. Pour le baccalauréat ès lettres, nous pouvons déterminer trois grandes périodes dans son histoire jusqu'en 1890 : 1<sup>o</sup> de sa création à la réforme de Cousin, en 1840, l'examen est unique et purement oral; 2<sup>o</sup> de 1840 à 1874, l'examen comporte des épreuves écrites qui dorénavant en seront une partie essentielle; 3<sup>o</sup> à partir de 1874, c'est la période du baccalauréat scindé, réforme qui des lettres a été étendue aux sciences puis aux diverses séries de l'examen depuis 1902.

## PREMIÈRE PARTIE

### LE BACCALAURÉAT ÈS LETTRES

#### I

##### DES ORIGINES A 1840 : LE BACCALAURÉAT EXAMEN PUREMENT ORAL

1) *Aperçu historique.* — Le baccalauréat créé avec l'Université impériale date, comme elle, du décret du 17 mars 1808. En effet, la restauration de l'enseignement secondaire en 1795 avec les écoles centrales, n'avait donné lieu à l'institution d'aucun examen de fin d'études au moins officiellement établi. Plus tard, en 1802, la loi qui créait les lycées (11 floréal an X) ne prévoyait qu'un simple certificat d'études, délivré par le lycée lui-même; pour l'obtention des bourses et les emplois de l'État, il y avait des concours spéciaux pour lesquels le certificat d'études n'était pas exigé.

En réalité, l'institution du baccalauréat résulte, comme nous venons de le dire, du décret du 17 mars 1808 dont nous allons citer le texte même.

ART. 16. — « Les grades dans chaque faculté seront au nombre de trois : le *baccalauréat*, la licence et le doctorat. »

ART. 17. — « Les grades seront conférés par les facultés, à la suite d'examens et d'actes publics. »

ART. 19. — « Pour être admis à subir l'examen du baccalauréat dans les facultés des lettres, il faudra :

« 1<sup>o</sup> Être âgé au moins de seize ans;

« 2<sup>o</sup> *Répondre* sur tout ce qu'on enseigne dans les hautes classes des lycées ».

Le statut du 16 février 1810 y ajoute une autre prescription : les aspirants devaient justifier qu'ils avaient fait une année de rhétorique et une année de philosophie soit dans un lycée, soit dans une école où ce double enseignement était autorisé. Ce stage fut réduit à une année (l'année de philosophie) par l'ordonnance du 17 octobre 1820. C'était ce qu'on a appelé le certificat d'études universitaires qui demeura en vigueur jusqu'en 1849.

Dès sa création, le baccalauréat prend le caractère que, malgré toutes les transformations, il garde encore aujourd'hui. C'est toujours un examen d'ordre public. L'âge fixé à seize ans est demeuré tel, dispense mise à part naturellement. Ensuite le baccalauréat, fin des études secondaires, est toujours grade d'enseignement supérieur, conféré par les facultés. Faut-il voir, comme

M. Gréard, dans ce double caractère « une contradiction qui est peut-être la cause du mal dont nous souffrons ». Mais cette contradiction n'existe plus aujourd'hui, puisque les jurys d'examens sont, en grande majorité, composés de professeurs d'enseignement secondaire, et, il n'y avait pas non plus de contradiction lors de la création du baccalauréat. Au début de l'Université, en effet, le personnel des facultés était en partie constitué par les professeurs des hautes classes des lycées.

Dès l'origine aussi, le baccalauréat ne tarde pas à être regardé comme indispensable à l'entrée des carrières libérales. D'abord, il n'est exigé, en vertu même du décret de fondation de l'Université, que pour la licence et l'accès à la carrière universitaire; puis, pour l'entrée dans toutes les facultés (à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1815); enfin, l'ordonnance du 13 septembre 1820 donne vraiment, au baccalauréat, une importance sociale primordiale, en faisant du titre de bachelier, la condition absolue de l'accès aux carrières civiles (administrations, grandes écoles, etc.).

« Dorénavant, disait l'ordonnance en question, le grade de bachelier va ouvrir l'entrée à toutes les professions civiles et devenir pour la société une garantie essentielle de la capacité de ceux qu'elle admettra à la servir. »

C'est cette ordonnance de 1820 qui a introduit le baccalauréat, on sait avec quelle profondeur, dans la vie sociale de la nation.

Le premier baccalauréat ès lettres, nous l'avons vu par l'article 19 du décret de fondation, est un examen exclusivement oral; plus tard, il est vrai, l'arrêté ministériel du 9 février 1830 fera aux candidats l'obligation « d'écrire instantanément un morceau en français, soit de leur composition, soit en traduisant un passage d'un auteur classique ». Cette épreuve fut peu sérieuse, le plus souvent, disait Victor Cousin, un simple exercice orthographique et du reste, plus d'une faculté le négligeait.

L'examen garde donc, pendant toute la période 1809-1840, un caractère exclusivement oral. Le statut de 1810 précise (article 17) que les candidats seront interrogés sur les matières enseignées dans les classes de rhétorique et de philosophie.

L'interrogation était donc en principe une explication d'auteurs; elle devait durer une demi-heure ou trois quarts d'heure. On y ajouta en 1820 des questions sur la rhétorique, l'histoire, la géographie, la philosophie et en 1823 sur les éléments des sciences mathématiques et physiques. C'était donc une épreuve fort simple consistant surtout, comme on l'a dit, en une sorte de conversation du jury avec le candidat et qui permettait, en somme, de se rendre bien compte de sa valeur. Aussi n'est-il pas étonnant que M. Gréard ait écrit : « Il ne semble pas que cette génération où il y avait relativement si peu de bacheliers ait compté moins d'hommes (1). »

Il y avait sans doute, au début, peu de bacheliers, mais le nombre ne tarda pas à croître dans de fortes proportions.

(1) L'enquête de 1885 sur le baccalauréat fut pour M. Gréard l'occasion d'un rapport détaillé sur les origines et les transformations de cet examen, accompagné de statistiques jusqu'en 1885 (Tomes XVII et XVIII des *Enquêtes relatives à l'Enseignement supérieur*).

2) *Résultats statistiques.* — Les premiers diplômes (Voir le tableau I) datent de 1809; il n'y avait alors qu'une seule session d'examens, les quinze derniers jours d'année scolaire qui se terminait alors fort avant dans l'été, vers le 20 août (1). L'année inaugurale, 1809, ne vit que 31 bacheliers ès lettres; Paris, fait assez curieux, ne peut en citer aucun, ils sont repartis seulement entre les quatre Académies de Douai (11), Amiens (9), Strasbourg (7) et Rennes (4). La Sorbonne délivre son premier diplôme en 1810, date à partir de laquelle les examens ont lieu dans toutes les académies sauf à Nancy qui ne les commença qu'en 1811.

TABLEAU I

Diplômes de bachelier ès lettres, délivrés de 1809 à 1840 (par année).

Années	Diplômes	Années	Diplômes
1809 . . . . .	31	1825 . . . . .	2.161
1810 . . . . .	656	1826 . . . . .	2.201
1811 . . . . .	983	1827 . . . . .	2.148
1812 . . . . .	1.632	1828 . . . . .	2.574
1813 . . . . .	1.658	1829 . . . . .	2.863
1814 . . . . .	578	1830 . . . . .	2.816
1815 . . . . .	908	1831 . . . . .	3.190
1816 . . . . .	2.078	1832 . . . . .	3.280
1817 . . . . .	1.981	1833 . . . . .	3.489
1818 . . . . .	2.316	1834 . . . . .	3.499
1819 . . . . .	2.297	1835 . . . . .	3.684
1820 . . . . .	3.059	1836 . . . . .	3.454
1821 . . . . .	4.503	1837 . . . . .	3.518
1822 . . . . .	1.573	1838 . . . . .	3.150
1823 . . . . .	1.790	1839 . . . . .	3.116
1824 . . . . .	1.970	1840 . . . . .	3.410

Mais le diplôme de bachelier est vite recherché; dès 1810, il y en a 656 au lieu de 31. En 1811, ce total approche de 1.000 et il est largement dépassé les deux années suivantes (plus de 1.600). Cette fois, sauf en 1814 et 1815, et pour des causes qu'il est superflu d'indiquer, l'effectif des bacheliers ne s'arrêtera plus au mille; et, le Grand-Maitre de l'Université, M. de Fontanes, aurait pu, dès 1812, dire de ce premier mille ce que le baron Louis disait plus tard du premier milliard de budget : « Saluez ce millier, vous ne le reverrez plus. »

Et en effet, dès 1816, le total des bacheliers excède déjà 2.000 et trois fois seulement (1817, 1823, 1824), il sera inférieur à ce chiffre. L'ordonnance de 1820 en exigeant le baccalauréat à l'entrée des carrières civiles et dont nous avons souligné l'importance a pour résultat immédiat de porter en 1820 le total des bacheliers à plus de 3.000 et à plus de 4.500 en 1821. Or, la population des établissements secondaires était à cette époque sensiblement moindre qu'aujourd'hui; la course au diplôme, au moins à celui de bachelier, n'a donc pas attendu notre temps pour sévir. Après cette forte poussée, se produit une

---

(1) En tout cas, les examens ne pouvaient commencer qu'après les prix (Arrêté du 24 juillet 1838).

brusque régression (1), comme cela est naturel; puis de 1825 à 1830, le total des bacheliers monte peu à peu vers 3.000, taux qu'il dépasse après 1830 sans lui redevenir jamais inférieur, oscillant de 3.116 (1839) à 3.684 (1835).

De 1809 à 1815, le baccalauréat est conféré par les facultés dans les vingt-quatre académies de l'Empire (avec les limites de la France au 1<sup>er</sup> janvier 1815). C'était Paris, Aix, Amiens, Besançon, Bordeaux, Bourges, Caen, Cahors, Clermont, Dijon, Douai, Grenoble, Limoges, Lyon, Montpellier, Nancy, Nîmes, Orléans, Pau, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg et Toulouse. Mais, parmi ces académies, l'ordonnance du 18 janvier 1816, supprime les facultés dans quatorze et ne les maintient que dans les académies suivantes (2) : Paris, Besançon, Caen, Dijon, Grenoble, Montpellier, Strasbourg et Toulouse, soit huit centres universitaires. Seulement pour le service des examens, cette même ordonnance créait des Commissions des lettres, composées des proviseur, censeur, professeurs de philosophie et de rhétorique du Collège royal établi dans la ville où siégeaient lesdites Commissions. Elles étaient instituées dans les villes dont les facultés avaient été supprimées et, en outre, à Angers, Marseille, Metz, Pau et Rodez; on y ajouta Ajaccio en 1829, que remplaça Bastia en 1844. Ces Commissions ont existé pendant plus de trente ans et ont été supprimées par l'ordonnance du 1<sup>er</sup> janvier 1847. Mais, dès avant cette date, plusieurs avaient déjà disparu : celles de Rodez et de Rouen en 1828 et 1838; celles de Lyon et de Montpellier transformées en facultés en 1837, et celle de Bordeaux pour la même raison en 1838.

3) *Droits d'examen.* — Dès l'origine aussi du baccalauréat, le diplôme est l'occasion d'une perception de droits fiscaux qui n'ont fait qu'augmenter depuis; aussi, allons-nous régler cette question une fois pour toutes.

Le décret du 17 février 1809 fixait les droits à payer à 50 francs, soit 24 pour l'examen et 26 pour le diplôme; il n'était rien stipulé en cas d'échec (3). Plus tard, le décret du 22 août 1854 éleva ces droits à 100 francs, dont 40 étaient rendus au candidat ajourné. Ce fut aussi la même somme qu'eurent à payer les candidats au baccalauréat de l'enseignement spécial, créé par le décret du 18 août 1881.

L'institution du baccalauréat scindé fut l'occasion pour le fisc d'augmenter les droits. Le décret du 27 juillet 1874 les fixa, pour la première partie, à 40 francs et, pour la seconde, à 80 francs, total 120 francs, soit une augmentation du cinquième sur les droits antérieurs.

---

(1) Notons qu'il y eut à cette époque beaucoup de diplômes conférés par « collation » c'est-à-dire sans examen. Les membres des anciennes corporations enseignantes pouvaient « requérir » le grade de bachelier ès lettres, à condition de prouver dix ans de services (Arrêté du 22 août 1809).

(2) Encore faut-il observer que Besançon n'avait pas de Faculté des sciences; Grenoble et Montpellier, pas de Faculté des lettres. Mais l'ordonnance du 18 janvier 1816 avait été précédée de celle du 20 octobre 1815 qui instituait en principe dix-sept Universités, dont les facultés seraient progressivement organisées. L'article 32 de cette ordonnance prévoyait la création des Commissions des lettres.

(3) Il y eut, à ce sujet, de nombreuses réclamations, mais elles ne purent rien obtenir (Cf. circulaire ministérielle du 23 mars 1835).

Les candidats évincés à la première partie, se voyaient rembourser 10 francs, soit les frais du certificat; à la seconde partie : 50 francs, soit les frais du certificat et du diplôme, les frais d'examen, soit 30 francs de part et d'autre, étant retenus par le fisc. En 1891, les mêmes droits furent étendus au baccalauréat moderne institué à cette date et qui comportait deux parties, et au baccalauréat ès sciences, qui, lui aussi, avait cessé d'être unique (1890).

Enfin, le décret du 19 décembre 1902, conséquence des réformes de cette même année, a encore élevé les droits d'examen; la première partie coûte aujourd'hui 50 francs, la deuxième, 90 francs, au total : 140 francs, soit 10 francs de plus que sous le précédent régime; les restitutions faites en cas d'échec demeurent les mêmes.

## II

### DE 1840 A 1874 : RÉSUMÉ HISTORIQUE

#### INTRODUCTION DES ÉPREUVES ÉCRITES. — LE BACCALAURÉAT SCINDÉ

1) *La Réforme de Cousin (1840)*. — Ministre de l'Instruction publique (mars-octobre 1840), Cousin accomplit dans le baccalauréat une réforme importante par le décret du 14 juillet 1840. D'abord, il instituait une épreuve écrite et c'était une version latine « à peu près de même force et de même étendue que les versions qui se donnent en rhétorique » (article 15 du règlement). Le temps accordé pour cette version était de deux heures, durée qui a été maintenue jusqu'en 1902. Pourquoi avait-on choisi la version latine? Parce que, disait la circulaire du 17 juillet 1840, c'est « de toutes les épreuves écrites, celle qui met le mieux en lumière la capacité réelle des candidats ».

Les épreuves orales étaient de deux sortes : d'abord, les explications d'auteurs grecs, latins et français, puis les interrogations sur la littérature, la philosophie, l'histoire, la géographie et les sciences. Ce programme embrassait ainsi tout l'ensemble des études secondaires, il était donc très vaste; aussi, le résu-mait-on en une série de questions et le candidat tirait au sort celles sur lesquelles il devait être interrogé. Le jury exprimait son opinion par le moyen de boules : blanche, rouge, noire, usage qui, il y a encore quelques années, était celui des facultés de droit; mais le diplôme délivré aux bacheliers devait porter les notes : très bien, bien, assez bien, ce qui était alors une innovation.

Les Commissions des lettres étaient maintenues dans les Académies dépourvues de faculté; mais elles devaient dorénavant être présidées par l'inspecteur d'Académie; les autres membres du jury étaient les professeurs de philosophie, de rhétorique et d'histoire du Collège royal et alternativement ceux de mathématiques et de physique.

Le nombre de sessions était fixé à trois : la première, quinze jours avant l'époque des vacances pour chaque Académie (à Paris, elle commençait le 25 juillet et se terminait le 1<sup>er</sup> septembre); la deuxième, du 15 octobre au 1<sup>er</sup> novembre; la troisième, du lundi qui suivait les vacances de Pâques au lundi suivant (à Paris, du 1<sup>er</sup> au 15 avril). A Paris, enfin, il y avait une autre session pendant l'hiver (du 1<sup>er</sup> au 15 janvier).

Le même règlement de 1840 s'occupait aussi de la discipline de l'examen.

Au début, il n'y avait pas de registre d'inscription et rien ne garantissait l'identité des candidats. C'était le beau temps des candidats ambulants, allant dans la même session d'une faculté à une autre ou même des passe-volants, qui, en effet, passaient l'examen pour le compte d'autrui, etc. L'article 4 obligeait les candidats à se présenter au chef-lieu de l'Académie où ils avaient fait leurs études ou à celle de leur domicile légal. C'était une précaution encore insuffisante; on la compléta plus tard, en obligeant le candidat à produire son acte de naissance, à signer une demande d'inscription, approuvée par le père ou son remplaçant, le tout légalisé par l'autorité compétente (règlement du 26 novembre 1849). Enfin, le règlement de 1840 interdisait tout examen hors session, soit isolé, soit collectif « sauf autorisation du ministre donnée en conseil royal »; mais cette dernière réserve disparaît dès 1849.

2) *Les décrets de 1849.* — Le plus important de ces décrets est certainement celui du 16 novembre qui supprimait le certificat d'études universitaire exigé des candidats au baccalauréat; ce qui était un acheminement certain à la loi du 16 mars 1850 sur la liberté de l'enseignement. Cette loi devait en outre donner aux candidats la faculté de subir les épreuves du baccalauréat, dans n'importe quelle Académie.

En 1847, les Commissions des lettres avaient été supprimées; il n'y avait donc plus comme centres d'examens que les chefs-lieux d'académie avec faculté, au nombre seulement de 11. C'était fort peu surtout à une époque où les communications étaient encore si difficiles. Pour ce motif, le décret du 20 juin 1849 autorisa les facultés à se transporter dans certaines villes, afin d'y faire subir les examens du baccalauréat. Cette latitude est toujours accordée aux facultés, sauf à faire confirmer par le ministre la désignation des villes qu'elles ont choisies.

3) *Les décrets des 3-5 septembre 1852 et des 3-5 août 1857.* — Ces deux décrets déterminent une fois de plus la réglementation en matière d'inscription et fixent cette fois, pour toute la France, les périodes des sessions : la première, du 1<sup>er</sup> août au 1<sup>er</sup> septembre; la deuxième, du 1<sup>er</sup> au 15 décembre; la troisième, du 15 avril au 1<sup>er</sup> mars; mais là n'est pas leur importance. Leur originalité est d'établir un nouveau programme pour l'écrit, conséquence de la bifurcation et de la création du baccalauréat ès sciences indépendant dont nous parlerons plus tard. Ces réformes tendant à spécialiser une partie des élèves dès la fin de la troisième, il sembla nécessaire de fortifier les études littéraires pour ceux qui poursuivaient le cours traditionnel de l'enseignement classique. Dans ce but, le décret de 1852 introduit en effet une nouvelle épreuve : une composition latine ou française suivant que le sort décidait. Le décret de 1857 stipulait que cette composition serait exclusivement latine. Une durée de quatre heures était prévue pour cette nouvelle épreuve; le temps imparti à la version demeurant de deux heures.

4) *La réforme de Victor Duruy.* — *Décret et règlement du 17 novembre 1864.* — Un caractère commun marque les changements introduits par Duruy, dans le régime du baccalauréat; c'est de rapprocher autant que possible l'examen des études secondaires. Un premier point, quoique peu important, exprime cette



intention; le nombre des sessions est réduit à deux pour troubler le moins possible la vie scolaire : la première, du 1<sup>er</sup> août au 1<sup>er</sup> septembre; la deuxième, du 1<sup>er</sup> au 20 novembre.

A l'écrit, même préoccupation. Jusqu'alors, la philosophie n'y était pas représentée. Dorénavant, à côté de la version latine et du discours latin, il y aura une composition philosophique, celle-là, en français et qui devait avoir une durée de trois heures. Cet ensemble d'épreuves était donc parfaitement adapté au programme des classes terminales de l'enseignement secondaire.

Même caractère dans la réforme de l'oral. Plus de questions numérotées, embrassant tout le cycle des connaissances humaines et qui, dans la pratique, se réduisaient à des formules apprises à la hâte et par cœur. Il est inutile, disait le ministre, dans son rapport à l'Empereur, « pour réaliser l'éducation de l'esprit, objet de l'enseignement secondaire, d'obliger l'élève à reprendre, au dernier moment, par un effort de mémoire désespéré, tout l'ensemble de ses études. Le législateur de 1808 en a jugé ainsi; il ne demandait aux candidats que de répondre aux matières enseignées dans les deux classes qui sont comme le résumé et la plus haute expression de la vie scolaire, rhétorique et philosophie ».

Ainsi, Duruy effectue des réformes, mais, suivant la tradition, il veut demeurer et, s'il le faut, rentrer dans l'esprit même qui a créé l'institution à laquelle il touche. Grande modestie et en même temps grande leçon pour les réformateurs et point seulement en pédagogie!

L'oral du baccalauréat devient donc plus simple; les candidats sont interrogés sur le programme de leurs deux dernières classes en littérature, histoire, géographie, philosophie et sciences; enfin sur leur demande seulement en une langue vivante. Cette épreuve apparaît donc pour la première fois au baccalauréat ès lettres, comme elle avait apparu au baccalauréat ès sciences en 1852.

En outre, la réforme de 1864 faisait disparaître la coutume archaïque de la notation par boules. Dorénavant, il y avait quatre notes : passable, assez bien, bien, très bien, exprimées respectivement par les chiffres : 1, 2, 3, 4.

La réforme de Duruy simplifiait donc l'examen, mais en lui donnant plus de solidité et de profondeur. Elle était si bien adaptée au caractère des études secondaires qu'on peut se demander ce que ces études ont gagné à l'institution du baccalauréat scindé?

De 1840 à 1874, quelle a été la statistique des bacheliers, et marque-t-elle une influence quelconque des réformes que nous venons d'exposer? Il semble bien que le règlement de 1840, en édictant des précautions contre la fraude et en instituant une épreuve écrite sérieuse, ait d'abord fait diminuer le total des bacheliers. En effet, dans les trois années qui suivent immédiatement la réforme, le chiffre des candidats admis, qui oscille de 2.700 (1841) à 2.963 (1843), est sensiblement inférieur à la moyenne des dix années précédentes (3.380), mais il se relève ensuite et, de 1844 à 1852, il dépasse 3.000, sauf une seule fois, en 1851 (Voir tableau II).

La création d'un baccalauréat ès sciences indépendant fait nécessairement baisser le nombre des diplômes de lettres : aussi, en 1853, le total des diplômes délivrés n'est-il que la moitié de 1852 : 1.670 contre 3.264. Les années qui suivent le total des bacheliers dépasse péniblement 2.000; il reprend sa crois-

sance à partir de 1859; mais il ne dépasse de nouveau 3.000 qu'en 1862. La réforme de Duruy est suivie en 1865 d'une assez brusque augmentation dans le total des diplômes, sans doute par suite de la liquidation du passé (près de 4.100); mais, après une diminution non moins brusque en 1866 (2.947), la marche en avant reprend, et de 1867 à 1874 inclusivement, le total est quatre fois supérieur à 4.000 (maximum en 1873 : 4.424). Les années de guerre 1870-1871 ne sont pas marquées comme on croirait par une diminution notable des bacheliers.

TABLEAU II

**Diplômes de bacheliers ès lettres délivrés de 1841 à 1874 (par années).**

Années	Diplômes	Années	Diplômes
1841 . . . . .	2.709	1858 . . . . .	2.116
1842 . . . . .	2.767	1859 . . . . .	2.325
1843 . . . . .	2.963	1860 . . . . .	2.505
1844 . . . . .	3.382	1861 . . . . .	2.872
1845 . . . . .	3.184	1862 . . . . .	3.288
1846 . . . . .	3.903	1863 . . . . .	3.506
1847 . . . . .	3.312	1864 . . . . .	3.316
1848 . . . . .	3.666	1865 . . . . .	4.097
1849 . . . . .	3.686	1866 . . . . .	2.947
1850 . . . . .	3.279	1867 . . . . .	3.340
1851 . . . . .	2.992	1868 . . . . .	3.859
1852 . . . . .	3.264	1869 . . . . .	4.221
1853 . . . . .	1.670	1870 . . . . .	3.975
1854 . . . . .	2.038	1871 . . . . .	3.859
1855 . . . . .	2.055	1872 . . . . .	4.371
1856 . . . . .	2.071	1873 . . . . .	4.424
1857 . . . . .	2.074	1874 . . . . .	4.325

III

**LE BACCALAURÉAT ÈS LETTRES SCINDÉ, DE 1874 A 1890**

1) *Décrets de 1874.* — Les décrets du 11 avril et du 27 juillet 1874 allaient introduire dans le baccalauréat un changement profond par la division des épreuves en deux parties; mais cette réforme ne regardait que le baccalauréat ès lettres. Le premier de ces décrets stipulait simplement que l'examen consisterait désormais en deux parties : la première portant sur « les lettres, sur les parties d'auteurs, sur l'histoire et la géographie enseignées dans le cours des études jusqu'à la rhétorique inclusivement; la deuxième partie devait porter sur la philosophie, les sciences, l'histoire et la géographie enseignées en philosophie, et sur les langues vivantes ».

Le décret du 27 juillet fut naturellement plus explicite. D'après l'article 2, les deux épreuves dont l'ensemble constituait le baccalauréat ès lettres, devaient être séparées par un an d'intervalle, avec cette réserve que l'on comptait pour un an, l'intervalle compris entre la session d'octobre et celle de juillet de l'année suivante. Cet espace de temps pouvait même être réduit à trois mois pour les candidats qui auraient dix-neuf ans lors du deuxième

examen. N'oublions point en effet qu'il y avait toujours une session de mars-avril (1).

Ce même décret instituait les épreuves pour chacune des deux parties. La première partie comprenait à l'écrit la version latine et le discours latin; à l'oral, les explications d'auteurs grecs, latins et français du programme de rhétorique désignés tous les trois ans, des interrogations sur l'histoire et la géographie enseignées également en rhétorique. De ce côté, le décret du 27 juillet était plus limitatif que celui du 11 avril et s'en tenait au programme de 1864.

A la deuxième partie, l'écrit consistait en une composition française, en philosophie et une version de langue vivante. Pour la première fois, les langues vivantes faisaient leur apparition à l'écrit. L'oral comprenait des interrogations en philosophie, en histoire, en sciences mathématiques et physiques; il était muet sur la géographie qui continuait à ne pas être enseignée en philosophie.

2) *Décret du 19 juin 1880.* — Ce décret apportait un changement notable dans les programmes précédents. Les langues vivantes passaient à la première partie de l'écrit, mais cette fois on demandait un thème et non plus une version. D'abord, on n'admit comme langues vivantes que l'allemand et l'anglais. Le décret du 16 janvier 1881 y ajouta l'italien, l'espagnol, et dans l'Académie d'Alger, l'arabe. La première partie comprenait toujours, bien entendu, la version latine, mais le discours latin disparaissait et était remplacé par une composition française dont le sujet pouvait être littéraire ou historique. Pour la deuxième partie, à côté de la dissertation philosophique, il devait y avoir une épreuve « sur un sujet scientifique d'un caractère élémentaire ».

Ce décret fut le dernier changement apporté au régime de l'examen avant la réforme 1890.

TABLEAU III

Diplômes de bacheliers ès lettres délivrés de 1875 à 1890 (par année).

Années	Diplômes	
	Ancien régime	Nouveau régime
1875 . . . . .	3.099	1.234
1876 . . . . .	924	2.374
1877 . . . . .	193	3.180
1878 . . . . .	43	3.589
1879 . . . . .		3.719
1880 . . . . .		3.907
1881 . . . . .		3.951
1882 . . . . .		3.692
1883 . . . . .		3.597
1884 . . . . .		3.880
1885 . . . . .		3.901
1886 . . . . .		3.812
1887 . . . . .		3.948
1888 . . . . .		3.886
1889 . . . . .		3.844
1890 . . . . .		4.076

(1) Cette session, supprimée en 1864, avait été rétablie mais était exclusivement réservée aux candidats ayant déjà subi deux échecs et aux candidats des écoles du Gouvernement.

*Résultats statistiques.* — Si on laisse de côté l'année 1875, année de liquidation, on voit que de 1876 à 1890, la moyenne des bacheliers ès lettres est plutôt en régression sur les années qui ont précédé les décrets de 1874 (Voir tableau III). Cette moyenne est de moins de 3.800 (exactement de 3.760). N'oublions pas qu'il ne peut être question ici que des diplômes délivrés après la deuxième partie, la première ne donnant droit qu'à un certificat; le grade de bachelier n'est acquis qu'après l'examen de philosophie. De 1876 à 1890, le total des bacheliers n'atteint 4.000 qu'en 1890, alors que, à plusieurs reprises, ce chiffre avait été dépassé dans les années antérieures à 1876. Le premier examen a donc été une sorte d'épreuve éliminatoire et cela a diminué ainsi le nombre des candidats à la deuxième partie.

## DEUXIÈME PARTIE

### LE BACCALAURÉAT ÈS SCIENCES

---

De sa création à 1890, l'histoire du baccalauréat ès sciences comprend deux périodes : dans la première avant le décret de 1852, l'examen est subordonné au baccalauréat ès lettres; dans la deuxième, depuis ce même décret jusqu'à 1890, le diplôme est indépendant de celui de lettres. Nous allons voir ces deux périodes et la dernière nous amènera à l'unité du baccalauréat classique en 1890; mais dans l'une et l'autre, nous rencontrerons des tentatives faites à différentes reprises pour diversifier le baccalauréat ès sciences.

**1<sup>re</sup> PÉRIODE : 1808-1852.** — *Historique et statistique.* — *Le baccalauréat ès sciences complet — le baccalauréat ès sciences physiques (1821-1852).* — Nous avons vu que le baccalauréat ès sciences avait été créé par le même décret que celui des lettres; cela fait l'objet de l'article 22 du décret du 17 mars 1808 ainsi conçu : « On ne sera reçu bachelier dans la faculté des sciences qu'après avoir obtenu le même grade dans celle des lettres et qu'en répondant, sur l'arithmétique, la géométrie, la trigonométrie rectiligne, l'algèbre et son application à la géométrie. » Donc, l'examen est comme celui des lettres purement oral et il est essentiellement subordonné à la possession du baccalauréat ès lettres. Aussi, dans cette première période, le nombre des bacheliers ès sciences est-il fort minime; en 1809, il n'est délivré qu'un seul diplôme par la faculté de Lyon; en 1810, Paris fait six bacheliers ès sciences, Caen, trois, et Toulouse, un; au total, dix. De 1809 à 1820, le total de vingt bacheliers n'est dépassé que trois fois et celui de 50 n'est atteint qu'en 1832. Six fois seulement et à la fin de la période intéressée, le total de 100 est dépassé et le maximum en 1851 n'est encore que de 134 diplômes (Voir tableau IV). Cela était assez naturel, car étant donné son régime, le baccalauréat ès sciences n'était guère nécessaire qu'à ceux qui se destinaient à l'enseignement; et l'enseignement des sciences était alors très restreint.

Cependant, on comprit vite la nécessité d'une initiation scientifique pour les futurs médecins; il fallut donc recourir à un examen scientifique sans doute, mais dont on éliminerait la partie mathématique. Ce fut l'objet du décret du

25 septembre 1821 qui institua le baccalauréat ès sciences physiques, exigé pour les études médicales à partir de 1823 (Arrêté du 10 janvier 1823). Les candidats à l'agrégation de philosophie durent être pourvus du même diplôme à partir de 1837; seulement, ils étaient dispensés de la chimie et de l'histoire naturelle. Bien entendu, ce nouvel examen était, comme le baccalauréat ès sciences complet, purement oral. Ce baccalauréat fut supprimé par l'arrêté du 10 avril 1852; mais les examens furent pratiqués plus de trente ans (1821-1854). En 1821, on ne délivra qu'un diplôme, mais la centaine était dépassée dès 1824 et on en enregistrait plus de 400 en 1828. De 1832 à 1836, le total des diplômes subit une baisse très sensible, les étudiants en médecine ayant été quelque temps dispensés de cet examen (Ordonnance du 18 janvier 1831). Dans les six années : 1831-1836, on compta seulement un total de 88 diplômes. Mais la progression reprend avec 1837 jusqu'à dépasser 700, dans les années 1850-1852 (maximum en 1851 : 773). Cela excédait donc de beaucoup le total des baccalauréats complets, ce qui était l'effet naturel de l'utilité pratique de l'examen autant que de sa moindre difficulté. De 1809 à 1852, on avait délivré exactement 2.303 diplômes de bacheliers ès sciences complets, tandis que, dans la même période, le total des bacheliers ès sciences physiques était de plus de 10.000 (10.026).

2<sup>e</sup> PÉRIODE : 1852-1890. — 1) *Le baccalauréat ès sciences indépendant avec épreuve écrite : historique et statistique.* — Le décret du 5 septembre 1852 allait conférer au baccalauréat ès sciences son existence propre. Il était la suite nécessaire de la bifurcation dorénavant introduite dans l'enseignement secondaire, système alors beaucoup critiqué, mais dont la nécessité, il faut en convenir, s'imposait. Comment, en effet, continuer à exiger le baccalauréat ès lettres complet des candidats au baccalauréat ès sciences? Cette bifurcation, du reste, les programmes suivants l'ont maintenue et la réforme de 1902 l'a amplement consacrée. On sait en quoi elle consistait. A partir de la troisième, les candidats au baccalauréat ès sciences passaient en mathématiques préparatoires, puis mathématiques élémentaires, classes parallèles à la seconde et à la rhétorique qui conduisaient les élèves au baccalauréat. Ces classes nouvelles ne demeuraient pas étrangères au latin et à la philosophie; mais on pouvait justement reprocher à la bifurcation de supprimer pour les élèves de sciences une année d'études secondaires. Tandis, en effet, qu'à partir de la troisième, ils n'avaient que deux classes à faire pour terminer ces études, leurs camarades de lettres en avaient trois : seconde, rhétorique, philosophie. Cette anomalie disparaîtra en 1890.

Quel était le programme du baccalauréat ès sciences? Il est superflu de dire qu'il est désormais indépendant de celui des lettres, en d'autres termes que le diplôme de bachelier ès lettres n'est plus exigé pour subir l'examen du baccalauréat ès sciences. L'examen n'est plus maintenant un simple examen oral. L'écrit comprend une version latine (durée : deux heures) et une composition de mathématiques ou de physique (durée : quatre heures) bientôt remplacée par une épreuve de mathématiques et une de physique (Arrêté du 7 août 1857). A l'oral, il y avait explication d'auteurs latins et français et le grec était remplacé par des auteurs en langues étrangères (allemand ou anglais).

Pour la première fois, les langues vivantes figuraient au programme du baccalauréat. Puis venaient des interrogations sur la philosophie, qualifiée alors de logique, l'histoire de France, la géographie et les sciences. Tout cela faisait, comme pour les lettres, l'objet d'une infinité de questions, classées par séries et par numéros. Ici encore, la réforme de Duruy introduisit plus de clarté, en décidant que : « le baccalauréat ès sciences porterait sur les matières enseignées dans la classe de mathématiques élémentaires » (article 2 du décret du 27 novembre 1864).

TABLEAU IV

**Diplômes de bachelier ès sciences délivrés de 1809 à 1852 (par année)**

Années	Baccalauréat complet	Baccalauréat Sciences physiques	Années	Baccalauréat complet	Baccalauréat Sciences physiques
1809 . . . . .	1	»	1832 . . . . .	50	12
1810 . . . . .	10	»	1833 . . . . .	67	10
1811 . . . . .	43	»	1834 . . . . .	71	15
1812 . . . . .	24	»	1835 . . . . .	65	14
1813 . . . . .	16	»	1836 . . . . .	84	22
1814 . . . . .	20	»	1837 . . . . .	79	178
1815 . . . . .	6	»	1838 . . . . .	74	371
1816 . . . . .	1	»	1839 . . . . .	83	357
1817 . . . . .	7	»	1840 . . . . .	88	386
1818 . . . . .	15	»	1841 . . . . .	76	397
1819 . . . . .	9	»	1842 . . . . .	92	418
1820 . . . . .	10	»	1843 . . . . .	62	482
1821 . . . . .	27	1	1844 . . . . .	73	453
1822 . . . . .	22	27	1845 . . . . .	74	436
1823 . . . . .	16	20	1846 . . . . .	112	541
1824 . . . . .	18	146	1847 . . . . .	126	496
1825 . . . . .	14	255	1848 . . . . .	87	436
1826 . . . . .	27	255	1849 . . . . .	100	592
1827 . . . . .	28	334	1850 . . . . .	119	749
1828 . . . . .	43	414	1851 . . . . .	134	773
1829 . . . . .	46	390	1852 . . . . .	101	725
1830 . . . . .	34	379	1853 . . . . .	»	623
1831 . . . . .	46	15	1854 . . . . .	»	355

Quel a été l'effet de la réforme de 1852 sur le développement statistique du baccalauréat ès sciences ? Évidemment le total des bacheliers ès sciences a augmenté, et il devait naturellement augmenter dans de grandes proportions. De 101 en 1852, il passe brusquement à 1.226 en 1853, et, les deux années suivantes, 1854-1855, il est supérieur au total des bacheliers ès lettres : 2.236 et 2.123 contre 2.038 et 2.055 respectivement. Après cette sorte de liquidation, il s'abaisse sensiblement (1.655 en 1856), puis remonte jusqu'en 1861, sans toutefois atteindre le total de 1854, régresse de nouveau, et son total le plus faible est de 1.563 en 1867 (abstraction faite de 1871), enfin, il remonte pour dépasser 2.000 en 1874 (Voir tableau V).

Ce progrès du baccalauréat ès sciences est forcément au détriment de celui des lettres. De 1843 à 1852, il y avait eu 33.630 bacheliers ès lettres; ce total s'abaisse à 23.014, de 1853 à 1862, soit une moins-value de plus de 10.600 ou 31,6%. La moyenne annuelle des diplômes délivrés de 1843 à 1852 qui était

ainsi de plus de 3.300 n'était plus que 2.300 dans la décade suivante, et il faut arriver jusqu'à l'année finale de cette décade pour retrouver plus de 3.000 bacheliers ès lettres. A partir de 1862, le total des diplômes se relève et nous avons vu que, de 1862 à 1874, il s'était progressivement acheminé à 4.000, total qui fut plusieurs fois dépassé. La distance entre le total des bacheliers ès lettres et celui des bacheliers ès sciences s'établit, de plus en plus, en faveur des premiers. De 1853 à 1862, il n'y avait pour 19.076 bacheliers ès sciences que 23.014 bacheliers ès lettres; au contraire, de 1865 à 1874, on compte 46.222 bacheliers ès lettres pour 20.876 bacheliers ès sciences, soit pour le diplôme de lettres un avantage de plus de 25.000 unités, au lieu de moins de 4.000 dans la période précédente.

TABLEAU V

**Diplômes de bachelier ès sciences délivrés de 1853 à 1891 (par année).**

Années	Diplômes	Années	Diplômes
1853 . . . . .	1.226	1878 . . . . .	1.905
1854 . . . . .	2.236	1874 . . . . .	2.061
1855 . . . . .	2.123	1875 . . . . .	2.111
1856 . . . . .	1.655	1876 . . . . .	2.128
1857 . . . . .	1.841	1877 . . . . .	2.064
1858 . . . . .	2.015	1878 . . . . .	2.242
1859 . . . . .	2.024	1879 . . . . .	2.221
1860 . . . . .	1.906	1880 . . . . .	2.278
1861 . . . . .	2.103	1881 . . . . .	2.303
1862 . . . . .	1.947	1882 . . . . .	2.369
1863 . . . . .	1.824	1883 . . . . .	2.628
1864 . . . . .	1.734	1884 . . . . .	2.729
1865 . . . . .	1.763	1885 . . . . .	2.860
1866 . . . . .	1.632	1886 . . . . .	2.930
1867 . . . . .	1.563	1887 . . . . .	2.654
1868 . . . . .	1.725	1888 . . . . .	2.978
1869 . . . . .	1.831	1889 . . . . .	2.635
1870 . . . . .	1.701	1890 . . . . .	2.689
1871 . . . . .	1.361	1891 . . . . .	2.956
1872 . . . . .	1.776		

Quant au total global des bacheliers, non compris ceux des sciences physiques, il n'excède pas autant qu'on pourrait le croire le total des années antérieures, au moins immédiatement. De 1843 à 1852, nous venons de dire que la moyenne annuelle était de plus de 3.300; or, elle est de 4.230, de 1854 à 1861. Mais, à partir de 1862, elle dépasse 5.000 et n'est inférieure à ce chiffre que deux fois (1866-1867); elle est supérieure à 6.000 dans les dernières années de la période 1862 à 1874 (maximum en 1874 : 6.386).

Le baccalauréat ès sciences a-t-il bénéficié de l'institution du baccalauréat scindé pour les lettres? C'est assez vraisemblable, car, à partir de la réforme de 1874, le total des diplômes de sciences reprend un mouvement ascensionnel qui dorénavant ne s'arrêtera plus; il dépasse largement le chiffre de 2.000 et s'approche même du troisième mille, sans toutefois l'atteindre complètement. Nous avons déjà dit que, depuis la bifurcation, les candidats au baccalauréat

ès sciences gagnaient un an d'études sur leurs camarades des lettres, et de plus ce baccalauréat continuait à ne faire qu'un seul examen, tandis que celui de la première partie arrêta les littéraires à la fin de la rhétorique. Rien donc d'étonnant si l'effectif des bacheliers ès sciences augmente constamment jusqu'à la suppression du diplôme en 1890. Le chiffre est encore élevé dans les années qui suivent, mais c'est, comme de coutume, une période de liquidation.

2) *Le baccalauréat restreint.* — Le décret de 1852 avait mis fin au baccalauréat ès sciences physiques, et le nouveau baccalauréat ès sciences était seul exigé dorénavant pour les études médicales. Un pareil dédain de la culture littéraire fut de courte durée, et, de nouveau, le baccalauréat ès lettres fut demandé aux futurs médecins (Arrêté du 23 août 1858). Mais, comme auparavant, on sentit de nouveau la nécessité d'un diplôme spécial pour les étudiants en médecine, ce fut le baccalauréat restreint, créé par le décret du 24 janvier 1859. L'examen portait sur les sciences physiques et naturelles, comme pour le baccalauréat ès sciences physiques dont le nouveau diplôme n'était qu'une restauration. Ce baccalauréat est demeuré en vigueur jusqu'à l'institution du diplôme des sciences physiques, chimiques et naturelles, créé en 1893, et qui est devenu, comme on sait, le premier degré des études médicales. De 1859 à 1896 (dernière année du fonctionnement du restreint), le total des diplômes de cette sorte délivrés par les facultés, a été de près de 23.000 (exactement, 22.872). Pendant vingt ans, de 1869-1888, la moyenne annuelle a été d'environ 600 à 650; mais, à la fin de la période de fonctionnement, le total monte beaucoup plus haut; le chiffre de 1.000 et même de 1.200 est dépassé (en 1894, le maximum a été de 1.291).

TABLEAU VI

Diplômes de bachelier ès sciences restreint délivrés de 1859 à 1896 (par année)

Années	Diplômes	Années	Diplômes
1859 . . . . .	137	1879 . . . . .	676
1860 . . . . .	186	1880 . . . . .	625
1861 . . . . .	247	1881 . . . . .	581
1862 . . . . .	311	1882 . . . . .	580
1863 . . . . .	402	1883 . . . . .	552
1864 . . . . .	438	1884 . . . . .	628
1865 . . . . .	501	1885 . . . . .	622
1866 . . . . .	526	1886 . . . . .	585
1867 . . . . .	461	1887 . . . . .	676
1868 . . . . .	553	1888 . . . . .	662
1869 . . . . .	629	1889 . . . . .	798
1870 . . . . .	605	1890 . . . . .	885
1871 . . . . .	537	1891 . . . . .	1.046
1872 . . . . .	744	1892 . . . . .	1.168
1873 . . . . .	706	1893 . . . . .	1.206
1874 . . . . .	673	(Création du P. C. N.)	»
1875 . . . . .	686	1894 . . . . .	1.191
1876 . . . . .	674	1895 . . . . .	63
1877 . . . . .	580	1896 . . . . .	16
1878 . . . . .	626		



Une particularité du restreint qu'il est curieux de signaler était le nombre relativement élevé des diplômes obtenus à la session de novembre. Pendant les dix dernières années de son existence, le total des diplômes du restreint obtenu dans cette session égale celui des diplômes délivrés en juillet : 3.785 contre 3.787. Au contraire, pour 23.700 bacheliers ès sciences complets appartenant à la même période, seulement 6.450 ou 27,8 % reviennent à la session de novembre. C'est que beaucoup de jeunes gens ayant obtenu leur diplôme de bacheliers ès lettres en juillet passaient le restreint en novembre et pouvaient ainsi commencer immédiatement leurs études médicales.

3) *Baccalauréat ès sciences scindé*. — A cette période, se rattache également une création de peu de durée : le baccalauréat ès sciences scindé. Institué par l'arrêté du 6 décembre 1859, il fut supprimé en 1865. En vertu de ce règlement, l'examen pouvait, sur la demande des candidats, être subi en deux parties, soit en deux sessions différentes, mais devant la même faculté. La première partie ne comprenait que la physique à l'écrit avec en plus la chimie et l'histoire naturelle à l'oral. A la deuxième partie, figuraient la version latine, les mathématiques avec, à l'oral, la philosophie, l'histoire, etc.

## TROISIÈME PARTIE

### VERS L'UNIFICATION DES BACCALaurÉATS ; APERÇU HISTORIQUE

---

A l'époque contemporaine, nous assistons à un mouvement vers l'unification des diplômes de bachelier, au moins dans la forme et les sanctions. Elle commence avec les décrets de 1890 et s'achève avec la réforme de 1902.

#### I

#### LA RÉFORME DE 1890. — LE BACCALaurÉAT UNIQUE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE CLASSIQUE. — LE BACCALaurÉAT MODERNE

1) *Le décret du 8 août 1890*. — Ce décret qui constitue la réforme de 1890 effectuait une transformation complète dans le régime du baccalauréat tout entier. Nous ne parlons pas des questions de détail, quoiqu'elles ne soient pas insignifiantes : création du livret scolaire valable seulement devant l'Académie du candidat ; maintien de l'admissibilité de l'année suivante, sauf pour le candidat à se représenter devant la même faculté. La réforme avait un caractère plus profond et se soudait du reste à une autre réforme, la création de l'enseignement moderne avec un baccalauréat nouveau.

D'abord, les baccalauréats ès lettres, ès sciences et le baccalauréat restreint disparaissaient : il n'y avait plus dorénavant qu'un seul et unique diplôme appelé « baccalauréat de l'enseignement secondaire classique ».

Le nouvel examen comprenait deux parties : la première, à la fin de la rhétorique, avait un caractère exclusivement littéraire ; la deuxième, à la fin de la

philosophie ou de la classe de mathématiques. La bifurcation n'existait donc plus, ou du moins, au lieu de se produire après la troisième, elle avait lieu après la rhétorique et l'obtention de la première partie du baccalauréat.

Les épreuves de la première partie étaient toujours la version latine, la composition française; seulement pour celle-ci les candidats avaient désormais à choisir entre trois sujets proposés. A l'oral, il y avait toujours les explications d'auteurs grecs, latins et français, interrogations de langues vivantes, en histoire et géographie (programme de rhétorique) et sur les éléments des mathématiques.

La deuxième partie comprenait deux séries : lettres-philosophie et lettres-mathématiques. Dans la première, les candidats avaient à faire à l'écrit une dissertation philosophique; dans la deuxième, une composition de mathématiques et physiques. L'oral comprenait également pour les deux séries une interrogation en philosophie et en histoire (programme de la classe de philosophie, histoire contemporaine). Mais, tandis que les candidats de lettres-philosophie n'étaient interrogés que sur les éléments de la physique, chimie et histoire naturelle, les candidats des lettres-mathématiques l'étaient sur les mathématiques, la physique et la chimie.

Il y avait donc, tant à l'écrit qu'à l'oral, une séparation nette des épreuves littéraires et scientifiques; les langues vivantes n'avaient plus de place à l'écrit. Enfin les scientifiques, obligés de poursuivre leurs classes littéraires jusqu'à la rhétorique, ne bénéficiaient plus d'une année de moins d'études comme auparavant les candidats au baccalauréat ès sciences.

Nous avons dit que la réforme de 1890 supprimait également le baccalauréat restreint. Qu'allait-on mettre à sa place pour les futurs médecins? Les auteurs de la réforme laissaient prévoir pour eux un nouveau diplôme, car le décret du 8 août disait en propres termes : « Il sera institué une troisième série (de la deuxième partie) plus spécialement consacrée aux sciences physiques et naturelles. Un règlement ultérieur déterminera les programmes et les conditions de cette nouvelle série. » Cette nouvelle série ne fut pas instituée, au moins pour l'enseignement classique; on l'essaya dans le nouvel enseignement moderne, et finalement elle aboutit, nous l'avons dit, à la création du certificat d'études physiques, chimiques et naturelles, vulgo P. C. N. (31 juillet 1893).

2) Le *baccalauréat moderne*. — En même temps que le baccalauréat classique était unifié et transformé, on instituait à côté de lui un nouveau diplôme correspondant à un enseignement nouveau, l'enseignement moderne. Cet enseignement codifié par le décret du 4 juin 1891 était la transformation de l'enseignement secondaire spécial, œuvre de la loi de 1865, due comme on sait à Victor Duruy. Cet enseignement était d'abord donné en trois années, à la suite desquelles les élèves pouvaient obtenir un diplôme d'études. Puis, successivement, les cours s'allongèrent, finirent par embrasser cinq et six années, et, en 1881, le diplôme fut transformé en baccalauréat de l'enseignement spécial.

La réforme de 1890 s'inspirait d'un autre but que celle de Duruy. Il ne s'agissait plus seulement de préparer les jeunes gens aux carrières actives, mais d'instituer un autre enseignement classique dont le latin et le grec seraient exclus. Le nouvel enseignement était réparti en six années; mais elles prenaient leur

série non plus comme dans l'enseignement spécial, de la première année à la sixième année, mais comme dans l'enseignement classique, de la sixième moderne à la première, qui était l'année terminale correspondant à la philosophie ou aux mathématiques.

Le régime du baccalauréat moderne était calqué sur celui de l'enseignement classique et comprenait comme lui deux parties : la première à la fin de la seconde, correspondant ici à la rhétorique; la deuxième à la fin de la classe de première. Partout le baccalauréat était donc dorénavant scindé. Mais les modernes, comme les élèves de sciences sous le régime de la bifurcation, avaient tout de même une année de bénéfice, le cours de leurs études comprenant six années au lieu de sept.

La première partie du baccalauréat moderne avait, comme celle du nouveau baccalauréat classique, un caractère exclusivement littéraire. L'écrit comprenait une composition française, un thème anglais avec une version allemande ou inversement thème allemand et version anglaise. Après ce premier examen subi à l'issue de la seconde, les modernes pouvaient passer en première lettres ou en première sciences. La deuxième partie du baccalauréat moderne où ces classes conduisaient était partagée en trois séries : philosophie, sciences mathématiques et sciences physiques. Cette série était-elle cette troisième série, plus spécialement consacrée aux sciences physiques et naturelles que faisait prévoir le décret du 8 août 1890, et les auteurs du programme de 1891 la transféraient-ils ainsi du classique au moderne? En tout cas, elle n'a point empêché la création du P. C. N., deux ans après, comme nous venons de le voir.

*Résultats statistiques.* — D'abord pour le baccalauréat classique. Nous avons dressé le tableau comparé des candidats à la première partie du baccalauréat ès lettres et des candidats au baccalauréat ès sciences avant cette réforme, soit de 1877 à 1886; et d'autre part le tableau des candidats à la première partie du baccalauréat classique après la même réforme, soit de 1893 à 1902 (Voir

TABLEAU VII

**Candidats au baccalauréat première partie (session de juillet)  
durant les deux décades 1877-1886 et 1893-1902.**

ANNÉES	1877-1886			ANNÉES	1893-1902		
	CANDIDATS AU BACCALAURÉAT		TOTAL		CANDIDATS AU BACCALAURÉAT		TOTAL
	ès lettres (1 <sup>re</sup> partie)	ès sciences (complet)			de l'enseignement classique	de l'enseignement moderne	
1877 . . . .	6.452	3.092	9.544	1893 . . . .	9.333	2.086	11.419
1878 . . . .	6.768	3.242	10.005	1894 . . . .	9.863	2.663	12.726
1879 . . . .	6.931	3.461	10.395	1895 . . . .	10.435	3.099	13.534
1880 . . . .	7.452	3.654	11.106	1896 . . . .	10.713	3.449	14.162
1881 . . . .	7.687	3.761	11.428	1897 . . . .	10.647	3.789	14.416
1882 . . . .	8.086	3.910	11.366	1898 . . . .	10.589	3.594	14.587
1883 . . . .	7.692	4.007	11.699	1899 . . . .	10.451	3.828	14.279
1884 . . . .	7.712	4.186	11.848	1900 . . . .	10.301	4.385	15.086
1885 . . . .	7.596	4.407	11.603	1901 . . . .	10.381	4.154	14.585
1886 . . . .	7.589	4.677	12.216	1902 . . . .	10.104	4.352	14.456
TOTAL . . .	78.863	38.347	112.210	TOTAL . . .	102.817	36.513	141.390

tableau VII). Nous ne tenons compte, bien entendu, que de la session de juillet. Il est incontestable que le nombre des candidats au baccalauréat classique a fléchi, il recule : de 112.210 à 102.817, soit une régression de plus de 9.000 unités ou de 8,4 %. Et cette baisse ne fait que s'accroître avec les années. De 1877 à 1886, le nombre des candidats avait augmenté de près de 2.700 unités ou de 28,4 % (passant de 9.544 à 12.210); de 1893 à 1902 il augmente de moins de 800 ou de 8,7 % (passant de 9.333 à 10.104. Encore ce mouvement ascensionnel constaté dans les toutes premières années de la période intéressée s'arrête-t-il vite pour faire place à la régression à partir de 1896. Il est évident que, outre son contingent naturel, le baccalauréat moderne devait attirer des jeunes gens sortis de l'enseignement classique et que la nécessité d'études classiques complètes pour la première partie éloignait du baccalauréat classique tel que l'instituait la réforme de 1890.

En effet, en face de cet arrêt du baccalauréat classique, le moderne ne cesse de se développer. De 2.086 en 1893, le total des candidats s'élève en 1902 à 4.352; il a donc plus que doublé et son ascension a été incessante (tableau VII). Aussi le total des candidats à l'ensemble des baccalauréats a-t-il sensiblement augmenté : de 11.419 en 1893, il atteint près de 14.500 en 1901, soit une plus-value de 27,2 %. Mais à considérer de près nos deux tableaux, on voit que l'accroissement des candidats de la période de 1877-1886 et de la période 1893-1902 ne diffère pas très sensiblement; il semble dû, de part et d'autre, à l'accroissement normal des élèves de l'enseignement secondaire.

Telle était la proportion respective des candidats aux baccalauréats classique et moderne pour la première partie; mais quelle était maintenant cette proportion dans le total des diplômes obtenus après la deuxième partie, les épreuves complètes de l'examen étant terminées?

Pour le baccalauréat classique, la très grande majorité des diplômes appartient à la section littéraire (lettres, philosophie), ce qui est le résultat manifeste du caractère exclusivement littéraire de la première partie. De 1881 à 1890, le total des bacheliers ès lettres était de 3.538, soit de 58,8 % du total des diplômes de bacheliers délivrés, lettres et sciences (60.313). De 1893 à 1902 le total des bacheliers ès lettres est de 45.636, soit une plus-value de plus de 7.000 diplômes ou de 18,4 %; ce chiffre représente 75,5 % de l'ensemble des diplômes de bacheliers classiques (60.548). Tandis que dans la première de nos deux décades le total des diplômes de sciences (baccalauréat complet) était de 26.775, il n'est plus dans la seconde que 10.787, soit un recul de près des trois cinquièmes ou de 58 %. La moyenne annuelle des bacheliers ès sciences ou de lettres-mathématiques n'était plus que 1.078 (maximum 1.276 en 1898) au lieu que pour les bacheliers ès sciences de 1881 à 1890 elle était de 2.670 (maximum 2.978 en 1888).

Dans le même temps grandissait l'effectif des bacheliers modernes qui au début, de 1.000 à 1.500, comptait bientôt un total de plus de 2.100 unités. De 1893 à 1902 furent délivrés 14.232 diplômes de bacheliers modernes, ce qui représente plus du cinquième de l'ensemble des diplômes afférents aux divers baccalauréats (70.088).

La deuxième partie du baccalauréat moderne comprenait, nous l'avons vu, trois séries; l'une littéraire : la philosophie, et deux scientifiques : sciences proprement dites et mathématiques. De ces trois sections, la plus fréquentée fut la dernière; à elle seule, de 1893 à 1902, elle présente presque autant de bacheliers que les deux autres réunies : 7.171 contre 4.099 pour la philosophie, et 3.272 pour les sciences. Son contingent ne fait que s'accroître d'année en année au point que vers 1902 il constitue 63 % du total des bacheliers modernes. La section de philosophie augmente aussi son effectif; elle forme 28,8 % du total de 1893 à 1902. La part du baccalauréat ès sciences physiques (moderne) est plus modeste; après quelque progression elle devient bien vite stationnaire pour baisser ensuite, elle n'est que de 21,2 % de l'ensemble.

Le total des bacheliers ès sciences (baccalauréat complet) a été, comme nous l'avons vu, de 26.775 de 1881 à 1890. Or, de 1893 à 1902 le total des bacheliers ès sciences à divers titres : lettres-mathématiques, moderne-sciences et moderne-mathématiques, n'a été que de 21.270. Il demeure donc sensiblement inférieur à l'ensemble des bacheliers ès sciences de la période précédente. Le total des diplômes littéraires, lettres-philosophie, moderne-philosophie, atteint la somme de 49.168 contre 34.659 de 1881 à 1890, soit une augmentation de plus de 14.500 ou de 42 %. La réforme de 1890 a donc été évidemment favorable au baccalauréat littéraire (Voir tableaux VIII et IX).

TABLEAU VIII

**Diplômes de bachelier (Enseignement secondaire classique) délivrés depuis 1892.**

Années	Diplômes		Total
	Lettres-philosophie	Lettres-mathématiques	
1892 . . . . .	2.560	473	3.033
1893 . . . . .	3.910	687	4.797
1894 . . . . .	4.405	944	5.349
1895 . . . . .	4.329	941	5.270
1896 . . . . .	4.655	1.062	5.717
1897 . . . . .	4.975	1.091	6.066
1898 . . . . .	4.672	1.276	5.948
1899 . . . . .	4.533	1.165	5.699
1900 . . . . .	4.497	1.197	5.694
1901 . . . . .	4.534	1.214	5.748
1902 . . . . .	4.529	1.210	5.739
1903 . . . . .	4.421	1.262	5.683
1904 . . . . .	4.633	1.280	5.913
1905 . . . . .	2.072	485	2.557
1906 . . . . .	596	28	624
1907 . . . . .	90	6	96
1908 . . . . .	60	3	63
1909 . . . . .	28	4	32
1910 . . . . .	19	1	20

TABLEAU IX

**Diplômes de bachelier de l'enseignement secondaire moderne  
délivrés depuis 1893 (par année).**

*Bacheliers de l'enseignement secondaire moderne.*

Années	Philosophie	Sciences	Mathématiques	Total
1893 . . . . .	138	240	205	583
1894 . . . . .	221	325	302	848
1895 . . . . .	322	394	460	1.176
1896 . . . . .	380	407	659	1.446
1897 . . . . .	428	397	767	1.582
1898 . . . . .	494	336	892	1.722
1899 . . . . .	533	322	1.026	1.881
1900 . . . . .	505	271	894	1.670
1901 . . . . .	548	304	963	1.515
1902 . . . . .	530	276	1.003	1.809
1903 . . . . .	614	228	1.143	1.985
1904 . . . . .	742	208	1.205	2.155
1905 . . . . .	530	106	563	1.199
1906 . . . . .	240	11	125	376
1907 . . . . .	51	2	16	69
1908 . . . . .	16	2	5	23
1909 . . . . .	6	»	6	12
1910 . . . . .	12	»	1	13

3) *La réforme de 1902.* — Le décret du 31 mai 1902 qui introduisait dans l'enseignement secondaire de profondes modifications devait nécessairement avoir sa répercussion sur le régime du baccalauréat.

D'abord il n'y avait plus, au moins quant au mode général et aux sanctions, qu'un seul baccalauréat de l'enseignement secondaire; les termes de classique et de moderne disparaissaient également. Cet examen comprenait uniformément deux parties. La première correspondait à la quadruple division des hautes classes des lycées : A (latin-grec), B (latin-langues vivantes), C (latin-sciences), D (sciences-langues vivantes). Pour les trois premières séries, il y avait toujours à l'écrit une version latine (avec une durée de trois heures), et une composition française. Mais ces épreuves communes étaient accompagnées pour la série A d'une version grecque; pour la série B d'une composition de langues vivantes; pour la série C d'une composition de mathématiques et physique. Pour la série D, qui continue le baccalauréat moderne, l'écrit comprend une composition française, une composition de langues vivantes et une épreuve de mathématiques et physique. A la deuxième partie, ces quatre séries se réduisent à deux : la série de philosophie et la série de mathématiques. Dans la première, l'écrit comprend une dissertation philosophique et une composition de sciences physiques et naturelles; dans la seconde, toujours une dissertation philosophique, une épreuve de mathématiques et une de physique.

*Résultats statistiques.* — Quels résultats statistiques a donnés la réforme de 1902? D'abord au point de vue des candidats. Le nombre en a-t-il été accru comme on serait tenté de le penser? La poussée vers le baccalauréat s'est plu-

tôt produite dans la période antérieure au nouveau programme. En effet, de 1877 à 1886, le total des candidats pour la session de juillet au baccalauréat ès lettres première partie et au baccalauréat ès sciences était de 112.304 dont près de 74.000 pour les lettres (73.967). Dans la période suivante de 1892 à 1901, celle du baccalauréat unique de l'enseignement secondaire, le total pour ce diplôme (première partie) n'est plus, il est vrai, que de 97.292; mais il faut y ajouter la somme des candidats au baccalauréat moderne première partie, soit 35.503; c'est donc un total de près de 133.000 candidats (132.795), par conséquent un accroissement de plus de 35.000 unités (35.503) ou de 36,6 % sur la décade précédente. La diminution des candidats au baccalauréat classique est intéressante à retenir; elle indique qu'un effectif assez important de jeunes gens ont abandonné l'enseignement classique pour rechercher le nouveau diplôme moderne. Mais dans la période contemporaine on ne constate pas un accroissement dans le nombre des candidats. Au contraire, au lieu de 133.000, nous n'avons plus, de 1905 à 1914 session de juillet, qu'un total de 127.600 candidats, soit une régression de plus de 5.400 unités ou de 4 %. En apparence la diminution est très faible; mais en réalité, elle prend une signification assez sensible après la création d'un baccalauréat en quadruple partie et dont on croirait volontiers qu'elle a dû augmenter le nombre des aspirants. Et si l'on ne considérait que les trois sections classiques du baccalauréat actuel, le recul serait beaucoup plus sensible: nous n'aurions plus que 87.700 candidats contre 97.300 de la période 1892-1901. La baisse n'est en partie compensée que par l'accroissement des candidats au diplôme sciences-langues qu'on peut regarder comme la continuation du baccalauréat moderne.

TABLEAU X

Répartition par séries des candidats à la première partie du baccalauréat,  
de 1905 à 1914 (session de juillet).

Années	Séries				Total
	A. Latin-grec	B. Latin-langues	C. Latin-sciences	D. Sciences-langues	
1905 . . . .	4.008	1.965	3.019	2.742	11.734
1906 . . . .	3.552	2.422	2.422	3.634	12.030
1907 . . . .	3.105	2.818	2.871	3.748	12.542
1908 . . . .	2.886	3.058	2.766	2.897	11.607
1909 . . . .	2.522	3.171	2.742	4.125	12.560
1910 . . . .	2.334	3.251	2.777	4.299	12.661
1911 . . . .	2.184	3.285	2.982	4.515	12.967
1912 . . . .	2.134	3.450	3.065	4.576	13.222
1913 . . . .	2.417	3.589	3.155	4.676	13.837
1914 . . . .	2.520	3.833	3.405	4.694	14.452
Totaux . .	27.659	30.842	29.205	39.906	127.612

Il est curieux de voir comment les candidats se répartissent suivant les quatre séries de l'examen, correspondant, on le sait, aux quatre sections de l'enseignement secondaire A, B, C, D (Voir tableau X).

Considérons toujours la période 1905-1914, pour la session de juillet. Sur un total de 127.600 candidats, il y en a 27.659 pour le diplôme latin-grec, soit

21,4 % du total. L'académie qui vient en tête est Lyon avec 30,8 % de ses candidats, puis Rennes et Grenoble avec respectivement 29,5 et 28,4 %. La plus faible proportion est celle de Paris (18,4 %), Nancy (14,9 %), Aix (12,9 %) et Alger (7,9 %).

De 1905 à 1914 le total des candidats de cette série a baissé de plus de 1.500 (de 4.025 à 2.520), soit de plus de 38 %. C'était alors en 1905, 34 % de l'ensemble des candidats à la première série, au lieu de 21,4 en 1914. La régression a été surtout manifeste en 1911, 1912; la section A n'y comptait plus que 2.174 et 2.129 candidats. La baisse se faisait particulièrement sentir dans les académies d'Aix, Besançon, Caen, Clermont, Dijon et Nancy où le total des candidats diminuait de plus de moitié. Mais on constate avec plaisir dans cette section un relèvement en 1913 et 1914; cette reprise de faveur par les études purement classiques n'est donc pas un simple accident, puisque, de 1912 à 1914, l'effectif des candidats augmente de plus de 400 unités. Cette progression se montre surtout à Paris, Caen, Dijon, Grenoble et Montpellier.

La section (B), latin-langues vivantes, a compté, de 1905 à 1914, près de 31.000 candidats, c'est une proportion de 24 % du total général. Dans l'espace de cette décade, l'accroissement se fait sentir d'année en année et le nombre des candidats s'élève d'une façon presque ininterrompue à 3.826 en 1914; c'est sur 1905 une progression de presque du double, ou de 95,8 %. Aucune section n'offre un pareil progrès et la reprise en avant que nous venons de signaler dans la série (A) n'a pas arrêté la progression dans la série (B). L'augmentation du total des candidats est surtout sensible dans les académies de Paris, Aix, Dijon, Lille et Nancy. La proportion moyenne au total général des candidats, soit de 23,9 % dans la section (B), est notablement dépassée par Aix (30,5 %), par Alger (28,5 %), Bordeaux (27,5 %) et Lille (26 %). Le taux le plus faible est celui de Grenoble et de Lyon, avec 17,8 et 15,4 % respectivement.

Dans la série C (latin-sciences), le nombre des candidats est un peu inférieur à celui de la série B (29.828), et leur proportion à l'ensemble des candidats est de 23 %. Ce taux est surtout dépassé à Dijon (30 %), à Nancy (25,7 %), à Paris (25,6 %) et à Besançon (25 %). Le plus faible est celui des académies de Bordeaux (17,5 %), d'Alger (15,6 %). Le mouvement annuel des candidats dénote un phénomène intéressant. D'abord assez élevé au début de notre période, plus de 3.000, le total des candidats, vu sans doute les difficultés du programme, baisse d'année en année jusqu'à 2.740 en 1909, puis remonte progressivement jusqu'au chiffre de 1914, soit plus de 3.400. Aussi sa progression, de 1905 à 1914, est-elle relativement peu considérable, 363 unités seulement ou 12 %. Mais de toutes les séries du baccalauréat, la série C est aussi celle qui, dans toutes les académies, présente le nombre le plus constant de candidats pour toutes les années de la période intéressée.

La série D (sciences-langues vivantes) vient au premier rang pour le nombre des candidats, qui approche de 40.000 (39.906), et sa proportion au total général est de 31,7 %. Cette proportion est partout élevée, puisqu'elle n'est inférieure à 30 % que dans quatre académies seulement : Lille et Poitiers,



également avec 29,4 %, puis Toulouse et Rennes avec respectivement 26,8 et 26,5 %. Le taux le plus élevé se trouve dans les académies d'Aix et de Clermont, avec près de 36 %, surtout de Nancy avec près de 40 % et d'Alger avec 48 %. De 2.768 candidats en 1905, le total s'avance à 4.617 en 1914, soit une progression d'environ 1.850 ou de 68,5 %, et sauf un léger fléchissement de 1913 à 1914, elle a été continue.

TABLEAU XI

**Sur 100 candidats inscrits dans chaque académie, combien dans chacune des quatre séries de la première partie du baccalauréat (1905-1914).**

Série A		Série B		Série C		Série D	
ACADÉMIES	P 100	ACADÉMIES	P 100	ACADÉMIES	P 100	ACADÉMIES	P 100
<b>I Au-dessus de la moyenne.</b>							
Lyon . . . . .	30,1	Aix . . . . .	30,5	Dijon . . . . .	30,0	Alger . . . . .	48,0
Rennes . . . . .	29,5	Alger . . . . .	28,5	Nancy . . . . .	25,7	Nancy . . . . .	39,9
Grenoble . . . . .	28,4	Bordeaux . . . . .	27,5	Paris . . . . .	25,6	Aix . . . . .	35,9
Poitiers . . . . .	25,4	Lille . . . . .	26,0	Besançon . . . . .	25,0	Clermont-Ferrand . . . . .	35,9
Toulouse . . . . .	24,8	Paris . . . . .	25,8	Caen . . . . .	24,7	Besançon . . . . .	34,7
Bordeaux . . . . .	24,0	Toulouse . . . . .	25,4	Rennes . . . . .	23,3	Montpellier . . . . .	33,8
Lille . . . . .	23,6			Toulouse . . . . .	23,1	Grenoble . . . . .	32,9
Besançon . . . . .	21,6			Montpellier . . . . .	23,1	Caen . . . . .	32,7
Caen . . . . .	21,5					Lyon . . . . .	31,8
Moyenne . . . . .	21,4	Moyenne . . . . .	21,9	Moyenne . . . . .	23,0	Moyenne . . . . .	31,7
<b>II. Au-dessous de la moyenne.</b>							
Dijon . . . . .	20,3			Lyon . . . . .	22,1	Bordeaux . . . . .	31,2
Clermont-Ferrand . . . . .	20,2			Poitiers . . . . .	21,2	Paris . . . . .	30,6
Montpellier . . . . .	19,5			Clermont-Ferrand . . . . .	21,0	Dijon . . . . .	30,0
Paris . . . . .	18,4			Grenoble . . . . .	21,0	Lille . . . . .	29,4
Nancy . . . . .	14,9			Lille . . . . .	21,0	Poitiers . . . . .	29,4
Aix . . . . .	12,9			Aix . . . . .	20,7	Toulouse . . . . .	26,8
Alger . . . . .	7,9			Bordeaux . . . . .	17,3	Rennes . . . . .	26,5
				Alger . . . . .	15,6		

Voyons maintenant le nombre des candidats aux deux séries de la deuxième partie auxquelles se réduisent les quatre séries du premier examen. Comparons donc pour la même période le nombre des candidats de la session de juillet. Naturellement, il est beaucoup moindre que pour la première partie, étant donnée l'élimination résultant déjà de cette épreuve. Au lieu des 127.600 aspirants à la première partie, nous n'en avons plus que 84.335, donc diminution de plus de 43.000 unités ou de 51 %, chiffre qu'il faudrait, il est vrai, réduire un peu parce que en 1905, des candidats à la deuxième partie purent subir leurs épreuves d'après l'ancien régime.

La très grande majorité des candidats appartient à la série littéraire : 53.688 aux lettres-philosophie, contre 30.647 aux lettres-mathématiques, soit une proportion respective de 63,7 et 36,3 %. Le nombre des candidats aux lettres-philosophie l'emporte dans toutes les académies; la proportion moyenne, soit 63,7 %, est surtout dépassée à Lille avec 69,1, à Poitiers et à Toulouse avec 69,7 et 69,6 %, enfin à Bordeaux avec 73,1 %. Par contre, le taux moyen des candidats à la série scientifique, soit 36,3 %, est dépassé dans les académies de Clermont avec 39,5 %, d'Aix avec 39,9, surtout de Lille avec 42 et de Nancy avec 43,5 %. A Paris le taux des deux séries, littéraire et scientifique, est respective-

ment de 61,8 et de 38,2%, donc inférieur à la moyenne pour la première et supérieur à la moyenne pour la seconde. Notons que dans ces mêmes académies,

TABLEAU XII

**Candidats, par année, à la deuxième partie du baccalauréat, de 1905 à 1914**  
(Session de juillet)

Années	Candidats aux séries de		Total	Pour 100 candidats du total, combien aux séries de	
	Philosophie	Mathématiques		Philosophie	Mathématiques
1905 . . . . .	2.864	1.406	4.270	68,2	31,8
1906 . . . . .	4.721	2.511	7.232	65,5	34,5
1907 . . . . .	5.535	2.811	8.346	66,7	33,3
1908 . . . . .	5.716	2.995	8.911	65,8	34,2
1909 . . . . .	5.886	3.204	9.090	64,6	35,4
1910 . . . . .	5.745	3.355	9.100	63,3	36,7
1911 . . . . .	5.689	3.275	8.964	64,0	36,0
1912 . . . . .	5.773	3.491	9.264	62,7	37,3
1913 . . . . .	5.997	3.674	9.671	62,5	37,5
1914 . . . . .	6.071	3.846	9.917	61,3	38,7
Total . . . . .	53.997	30.568	84.565	63,9	36,1

TABLEAU XIII

**Sur 100 candidats de chaque académie, pour la deuxième partie du baccalauréat, combien dans chacune des deux séries.**

I. *Au-dessus de la moyenne.*

Philosophie		Mathématiques	
Académies	P. 100	Académies	P. 100
Bordeaux . . . . .	73,1	Nancy . . . . .	45,3
Toulouse . . . . .	69,7	Lyon . . . . .	42,1
Poitiers . . . . .	69,6	Besançon . . . . .	39,9
Lille . . . . .	69,1	Dijon . . . . .	39,5
Rennes . . . . .	64,8	Montpellier . . . . .	38,8
Aix . . . . .	64,5	Caen . . . . .	38,5
		Grenoble . . . . .	38,2
		Paris . . . . .	38,2
		Alger . . . . .	37,3
		Clermont . . . . .	36,9
<b>Moyennes . . . . .</b>	<b>63,9</b>		<b>36,1</b>

II. *Au-dessous de la moyenne.*

Clermont . . . . .	63,1	Aix . . . . .	35,5
Alger . . . . .	62,7	Rennes . . . . .	35,2
Grenoble . . . . .	61,8	Lille . . . . .	30,9
Paris . . . . .	61,8	Poitiers . . . . .	30,4
Caen . . . . .	61,5	Toulouse . . . . .	30,3
Montpellier . . . . .	61,2	Bordeaux . . . . .	26,9
Dijon . . . . .	60,5		
Besançon . . . . .	60,1		
Lyon . . . . .	57,9		
Nancy . . . . .	54,7		

sauf Lille, le nombre des candidats à la série D de la première partie a été particulièrement élevé, mais que, par contre, à Lille même, le total des candidats

reçus, par conséquent aptes à passer en mathématiques, a été particulièrement faible.

Après le nombre des candidats, il importe d'examiner celui des admis, dans les différentes séries du baccalauréat, première et deuxième partie (tableaux XIV et XV): En prenant toujours pour base de notre calcul la session de juillet, le total des admis pour les quatre séries de la première partie, de 1905 à 1914, est de 54.265 sur 127.600 inscrits, soit une proportion de 42,7 %. Mais cette proportion varie avec les séries. La plus élevée est celle de la série C latin-sciences, qui dépasse 46 % (46,1) : 13.493 admis sur 29.205 candidats. Vient ensuite la série A latin-grec avec 12.182 admis sur 27.659, soit un taux de près de 44 %. Les deux autres séries suivent d'assez loin relativement : la série D latin-langues avec 16.313 admis sur 39.906 candidats, la série B sciences-langues avec 12.467 admis sur 30.842 candidats, ou une proportion respective de 40,8 et 40,3 %.

Pour la deuxième partie, le total des admis est plus élevé, vu la sélection opérée par le premier examen. De 1905 à 1914 (session de juillet), la série A lettres-philosophie compte 28.582 admis sur 53.688 candidats, soit 53,3 %. A la série B, lettres-mathématiques, il y a 17.329 admis sur 30.647 candidats, donc un taux de 54 %. Sur l'ensemble des deux séries, la proportion des admis est de 54,4 %, donc bien supérieure à celle de la première partie pour l'ensemble des séries : 41 %.

Cette différence entre le résultat des deux parties de l'examen a été constante depuis leur origine (Voir tableau XVI). Dès les premiers temps du baccalauréat scindé, de 1877 à 1886, le total des admis à la première partie n'était que de 41,4 %; à la deuxième partie, il était de 45 %. Pour le baccalauréat

TABLEAU XIV

**Diplômes de bacheliers de l'enseignement secondaire délivrés de 1905 à 1914**  
(par année).

Années	Diplômes		Total
	Lettres	Sciences	
1905 . . . . .	2.387	1.186	3.573
1906 . . . . .	4.933	2.028	6.961
1907 . . . . .	4.437	2.318	6.748
1908 . . . . .	4.556	2.170	6.726
1909 . . . . .	4.716	2.404	6.920
1910 . . . . .	4.502	2.561	7.063
1911 . . . . .	4.526	2.600	7.126
1912 . . . . .	4.553	2.691	7.244
1913 . . . . .	4.765	2.773	7.538
1914 . . . . .	4.824	2.972	7.796
<b>Totaux . . . . .</b>	<b>44.199</b>	<b>23.696</b>	<b>67.895</b>

moderne, la première partie de 1893 à 1902, a donné 40,2 % d'admis; à la seconde partie, pour l'ensemble des trois séries, il y en avait 54 %. Enfin, après l'institution du baccalauréat unique de l'enseignement classique, en 1890, on comptait pour la première partie 38 % d'admis, tandis qu'à la seconde

partie cette proportion était de 52 % à la série lettres-philosophie et de 44,1 % à la série des lettres-mathématiques. Ce dernier chiffre paraîtra faible et, joint

TABLEAU XV

**Pour 100 candidats à la deuxième partie du baccalauréat, combien de reçus dans chaque académie, de 1892 à 1901 et de 1905 à 1914.**

Académies	Lettres		Sciences	
	1892-1901	1905-1914	1892-1901	1905-1914
Paris . . . . .	55,4	55,6	42,8	58,5
Aix . . . . .	50,6	52,5	43,6	64,7
Besançon . . . . .	56,1	53,6	51,0	62,0
Bordeaux . . . . .	47,0	50,5	34,4	52,6
Caen . . . . .	49,0	55,4	46,1	57,0
Clermont . . . . .	52,5	52,0	35,3	58,9
Dijon . . . . .	51,7	51,6	41,6	56,0
Grenoble . . . . .	57,1	55,0	41,7	64,2
Lille . . . . .	64,0	68,7	38,5	62,0
Lyon . . . . .	57,6	60,6	49,2	66,5
Montpellier . . . . .	52,3	52,1	50,4	58,0
Nancy . . . . .	60,0	68,5	45,2	70,3
Poitiers . . . . .	47,5	46,0	36,0	52,0
Rennes . . . . .	51,2	49,5	50,0	52,4
Toulouse . . . . .	52,3	60,0	46,2	62,2
Alger . . . . .	57,0	51,0	52,4	54,0
Moyennes . . . . .	52,6	53,7	47,6	57,0

au chiffre déjà faible de la première partie, il peut paraître anormal. Il s'explique cependant fort bien si l'on réfléchit à ce que nous avons dit plus haut de

TABLEAU XVI

**Résultats comparés des examens de la première partie et de la deuxième partie du baccalauréat à différentes périodes.**

PÉRIODES	PREMIÈRE PARTIE			SÉRIES	DEUXIÈME PARTIE			
	TOTAL DES CANDIDATS		P. 100 inscrits combien d'admis		TOTAL DES CANDIDATS		P. 100 inscrits, combien d'admis	
	inscrits	admis			inscrits	admis		
1877-1886 . . . . .	78.863	29.305	41,4		44.950	20.817	46,0	
1892-1901. {	Classique . . . . .	98.485	38.678	38,0	Philosophie . . . . .	48.824	26.140	52,0
	Moderne . . . . .	35.503	13.919	40,2	Sciences . . . . .	15.970	6.921	44,1
1905-1914. {	Série A . . . . .	27.659	12.182	43,9	Philosophie . . . . .	53.688	28.582	53,2
	Série B . . . . .	30.842	12.467	40,3				
	Série C . . . . .	29.205	13.493	45,3	Sciences . . . . .	30.627	17.320	54,0
	Série D . . . . .	39.906	16.313	40,0				
Totaux (1905-1914) . . . . .	127.612	54.265	41,6					

la réforme de 1890. En supprimant le baccalauréat ès sciences proprement dit, en créant pour la première partie un seul diplôme d'essence littéraire, elle ren-

daît plus difficile l'accès de l'examen pour les scientifiques, et, d'autre part, l'affaiblissement des études de sciences résultant des programmes eux-mêmes ne leur rendait pas plus facile l'admission à la première partie.

Quel a été, en somme, le total des diplômes délivrés sous l'empire de la dernière réforme, celle de 1902? Pour la série littéraire, lettres-philosophie, si on laisse de côté l'année 1905 qui appartient encore à la période de liquidation, le total annuel des diplômes se tient aux environs de 4.500 et offre peu de différence avec le total de ceux de la série littéraire du baccalauréat tel qu'il avait été institué en 1890. Pour la série sciences, le total des diplômes monte rapidement et est en progression sensible sur celui des diplômes de la même série de 1890. Tandis que de 1892 à 1904 la moyenne annuelle était aux environs de 1.500, elle est de 2.430 de 1905 à 1914, et cette même année le total atteint près de 3.000 (2.792). Mais ce total est inférieur sensiblement à celui des diplômes réunis des lettres-mathématiques et des séries scientifiques du baccalauréat moderne deuxième partie.

En résumé, le total des bacheliers créés de 1905 à 1914 est de 67.706, dont 44.190 pour la série littéraire et 23.516 pour la série scientifique. De 1895 à 1904 le total était 67.211, ainsi répartis : 40.986 pour la série littéraire, 11.708 pour la série scientifique du baccalauréat classique et 14.417 pour l'ensemble des séries du baccalauréat moderne deuxième partie. Ainsi, ce que nous avons dit des candidats, nous pouvons le constater pour les bacheliers : le total n'est pas en accroissement ou celui-ci est insignifiant.

(A suivre.)

Paul MEURIOT.

---